



Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

Hors commission - Taxe de séjour - Modification des tarifs - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité compétente en matière de promotion du tourisme lors de sa création au statut métropolitain. Elle œuvre désormais au développement d'une stratégie et à la mise en œuvre d'actions touristiques sur l'ensemble de son territoire, le tourisme étant l'un des moteurs de l'économie locale. Son patrimoine, ses équipements de haut niveau, ses événements, son climat, son environnement font de la Métropole une destination attractive riche de spécificités et de diversité.

Après la création de l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole, la Métropole a institué une taxe de séjour intercommunale à compter du 1^{er} janvier 2018, par délibération n°14854 du 27 septembre 2017, afin de contribuer au financement des équipements touristiques du territoire et à leur promotion. La taxe de séjour est économiquement neutre pour les hébergeurs locaux qui sont en charge de la collecter auprès des touristes puis de la reverser à la Collectivité. De fait, les visiteurs qui séjournent dans des hébergements touristiques et s'acquittent de la taxe de séjour contribuent ainsi à la politique volontariste d'attractivité du territoire.

En effet, lorsqu'un euro est collecté par les hébergeurs de la Métropole, ce sont près de sept euros qui sont dépensés par la collectivité en matière de tourisme (Annexe 4 – Rapport du compte administratif 2021) : la sélection parmi 4 finalistes de Montpellier-Sète au titre de capitale européenne de la Culture 2028 témoigne de la pertinence des actions menées localement. La Métropole soutient en effet de nombreuses manifestations à portée nationale et internationale (Orchestre Opéra National de Montpellier, Festival Montpellier Danse, Festival Radio France, FISE,...) ou la réussite des clubs sportifs (football, rugby, handball,...).

Cette imposition s'applique sur l'ensemble des communes du territoire à l'exception de la Commune de Lattes, qui a souhaité en conserver la gestion. Seules les personnes ne résidant pas sur le territoire y sont assujetties.

L'article L.2333-30 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) encadre les tarifs adoptables par les collectivités. Ils correspondent à un montant forfaitaire par nuit et par personne, pour chaque catégorie d'hébergements, à l'exception des hébergements non classés ou en attente de classement.

Aussi, il est proposé d'adopter les tarifs suivants qui s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 2024 :

Catégories d'hébergements	Tarif 3M	Tarif CD 34*	Tarif LNMP*	Tarif Total
Palaces	4,60 €	0,46 €	1,56 €	6,62 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	3,30 €	0,33 €	1,12 €	4,75 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	2,50 €	0,25 €	0,85 €	3,60 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1,60 €	0,16 €	0,54 €	2,30 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	1,00 €	0,10 €	0,34 €	1,44 €

Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,80 €	0,27 €	0,27 €	1,15 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures,	0,60 €	0,06 €	0,20 €	0,86 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €	0,02 €	0,07 €	0,29 €
Hébergements en attente de classement ou sans classement	5,00%	0,50%	1,70%	7,20%

* Il convient en effet de préciser qu'au-delà des tarifs votés par Montpellier Méditerranée Métropole, deux taxes additionnelles viennent s'ajouter :

- La première, à hauteur de 10 %, a été instituée par le Conseil Départemental en date du 26 février 1990 ;
- La seconde, à hauteur de 34%, a été instituée par l'article 76 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023. Applicable à compter du 1^{er} janvier 2024, elle vise à financer l'établissement public local « *Société de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan* ».

Ces taxes additionnelles sont collectées par la Métropole puis reversées au Conseil Départemental et à la Société de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la grille tarifaire présentée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-231742-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.